

INTERPELLATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SUR LA GOUVERNANCE ACTUELLE

Communiqué du 06 Avril 2010

ACTUALITÉ TOUJOURS BLOQUÉE AU DÉTRIMENT DE LA POPULATION

Nous, ensemble des Organisations de la Société Civile signataires du présent communiqué, continuons de constater le blocage de la situation dans lequel la population est la première perdante : perte d'emplois, cherté grandissante de la vie, absence de paix sociale et montée de la violence, aucune vision future possible de stabilité.... Les tenants actuels du pouvoir parlent pourtant d'agir au nom de cette population (« peuple »).

Aucune force vive nationale dotée d'un esprit responsable ne peut désapprouver la tenue des élections comme dernière étape pour sortir notre pays de la crise. Cependant, nous n'aurons de cesse de rappeler que des élections supervisées et organisées par la HAT seule (ou par une autre force politique seule) n'obtiendra de crédit ni la confiance du point de vue de la sincérité du vote. L'instauration récente de la structure de la CENI, qui ne comprend que des acteurs acquis à la HAT, ne fait que renforcer cette crainte non négligeable. Les élections prônées actuellement constitueraient alors un leurre et une trahison de plus de la population.

BONNE GOUVERNANCE : QUELS INDICATEURS TANGIBLES ?

En tant que membres de la société civile, nous rappelons qu'une des missions essentielles de cette dernière est d'être une force de veille, d'alerte, d'interpellation et de suivi sur la gouvernance à laquelle est soumis notre pays.

Si la HAT continue sa fuite en avant en se maintenant (coûte que coûte) au pouvoir, il est de notre devoir de demander des comptes sur le respect de fait des autorités actuelles des règles de bonne gouvernance.

Ainsi, nous demandons à la HAT la transparence, par le respect de l'obligation de rendre compte, sur les quelques points essentiels suivants :

RESULTATS OBTENUS

- Quelle politique économique et sociale (programme de gouvernement) est appliquée à l'heure actuelle par le régime de fait ?
- Sur quelle base légitimée cette dernière aura-t-elle été choisie et validée ?
- Concrètement, que font les ministères actuels et la HAT au quotidien ?
- Quels sont les résultats obtenus, s'il y en a ?

GOUVERNANCE FINANCIÈRE

- Quelles ressources financières et matérielles sont utilisées pour faire face aux divers emplois et dépenses publiques, dont les dépenses de fonctionnement incluant les salaires des responsables dirigeants et des fonctionnaires, ?
- Comment et par quoi sont financées les diverses structures nouvelles créées par la HAT : dans la sécurité publique, la CENI.... ?
- Comment seraient financées ces élections prônées par la HAT et par quelles institutions ?

TRAIN DE VIE DES DIRIGEANTS

- Concernant le train de vie des dirigeants de fait comprenant le Président de la HAT, les membres de la HAT, les membres du gouvernement, les différents responsables, une information publique doit être faite sur leurs différents salaires et avantages.
- Complétant cette information publique médiatisée à laquelle devraient s'assujettir tous ces responsables publics et leurs familles respectives, la déclaration de patrimoine devrait être aussi établie, en vertu de la loi 2004-030, articles premier, 2 et 183.2, au début de leur mandat. Quelle est la situation actuelle sur ce plan ?

CONSTRUCTION NECESSAIRE DE LA CONFIANCE

Ces points sont essentiels car :

- D'un côté, la population, actuellement sacrifiée, a pleinement le droit de connaître les résultats des actions entrepris par le pouvoir de fait qui a choisi d'y siéger de son propre chef. La population mérite aussi d'avoir confiance envers ceux qui la gouvernent : cette confiance est un capital devenu rare depuis ces dernières décennies et un moteur motivant pour avancer individuellement et collectivement ensemble.
- De l'autre côté, du plus haut sommet de l'Etat jusqu'au dernier échelon décentralisé, un responsable public digne de ce nom doit, au nom de la nécessité d'acquérir ce capital confiance, démontrer de manière zélée et sincère, la transparence dans toutes ses actions et son train de vie.

COHERENCE

Au bénéfice du « peuple » au nom duquel il se prévaut constamment, le pouvoir de fait actuel a exprimé ostentatoirement, tout au long de cette prise de pouvoir, sa volonté de créer le changement. Cela ne peut se faire qu'à travers de nouvelles pratiques en politique et en gestion publique : notre demande, relative au respect de la bonne gouvernance (actions et revenus), devrait trouver facilement écho par rapport à la HAT.

ATTENTE REPONSE EN VEILLE CONTINUE

Humblement mais fermement, nous, OSC signataires du présent communiqué, attendons une réponse claire, exacte et publiquement médiatisée de la part des dirigeants de fait actuels sur tous ces points.

Organisations de la société civile (OSC) signataires du présent communiqué

CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes)

ACCES ZON'OLOMBELONA

MAMPAFI (Malagasy Mpandala Fihavanana)

CDE (Club Développement et Ethique)

PFNOSCM/VOIFIRAISANA (Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)

FTMF (Fikambanan'ny Tanora Mandala Fampandrosoana ho Fahamarinana)

TRANOBEN'NY TANTSAHA, DIANA Nosy Be